

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

9^{me} ANNEE — N° 117

LE NUMERO :

13 décembre 1971 - 2 janvier 1972

0,50 F

Les buts des communistes

Cet article a paru le 29 février 1920 dans "Il Soviet", organe de la fraction communiste abstentionniste du Parti socialiste italien. Il trace un sillon qui pour nous n'a jamais changé et ne changera jamais, quelles que soient les « innovations » que prétendent y introduire ceux qui croient « découvrir » des mondes inconnus et ne font en réalité que parcourir les sentiers battus de l'opportunisme de toujours.

La révolution sociale a lieu lorsque, au sein de la société capitaliste, le conflit entre producteurs et rapports de production est devenu intolérable et qu'il existe des forces tendant à instaurer un nouveau système de rapports.

Cette tendance révolutionnaire se heurte à la force armée, dont les institutions politiques centralisées dans l'Etat bourgeois règlent l'organisation et le fonctionnement, et par laquelle la classe dominante empêche que les rapports existants — qu'elle a intérêt à conserver — ne soient modifiés.

Pour que la révolution puisse accomplir sa tâche économique, il est nécessaire d'abattre d'abord le système politique qui centralise le pouvoir; l'unique moyen dont la classe opprimée dispose pour cela, c'est de s'organiser et de s'unifier en parti de classe.

Le but historique des communistes est précisément la formation de ce parti et la lutte pour la conquête révolutionnaire du pouvoir.

Il s'agit de libérer les forces latentes capables d'engendrer le nouveau système économique, sur la base des progrès de la technique productive, forces qui sont aujourd'hui comprimées par la structure politique du capitalisme.

La tâche politique qui est la raison d'être du parti communiste est donc caractérisée par deux principes fondamentaux : 1) *l'universalité*, car il comprend le plus grand nombre possible de prolétaires et il agit au nom de la classe et non pour les intérêts catégoriels ou locaux de groupes de travailleurs ; 2) *l'attachement au but final*, au programme maximum, car il vise un résultat qui n'est pas immédiat et qui ne peut être atteint graduellement.

Sans doute la société bourgeoise fournit-elle au cours de son évolution des solutions partielles à des problèmes particuliers, mais elles n'ont rien à voir avec la solution finale et intégrale poursuivie par le parti communiste.

Même l'intérêt des prolétaires, lorsqu'il s'agit d'un intérêt contingent et limité à des groupes plus ou moins vastes, peut dans une certaine mesure se satisfaire au sein même du monde bourgeois.

La conquête de ces solutions partielles n'est pas l'affaire des communistes. C'est une tâche dont se chargent spontanément d'autres organisations du prolétariat, comme les syndicats, les coopératives, etc...

Le parti communiste n'intervient dans ces conquêtes partielles que pour ramener l'attention des masses sur le problème général de la conquête finale du pouvoir. Comme le dit le "Manifeste" du Parti Communiste, « le résultat véritable

de ces luttes n'est pas le succès immédiat, mais l'organisation toujours plus grande des travailleurs ».

Après la conquête révolutionnaire du pouvoir, les forces productives latentes, qui étouffaient dans le carcan du système capitaliste, seront libérées.

Même à ce moment, la préoccupation primordiale du Parti ne sera pas une tâche de construction économique, à laquelle contribuera spontanément l'extraordinaire éclosion de nouveaux organismes : cette énergie porteuse d'un monde nouveau existait déjà en puissance dans le conflit entre les producteurs et les formes de production, et la révolution politique ne fait que lui permettre de se développer. La véritable tâche du Parti, ce sera encore la lutte politique contre la bourgeoisie vaincue, mais qui s'efforcera de reprendre le pouvoir, et la lutte pour l'unification des prolétaires au-delà des intérêts égoïstes et corporatistes.

Cette seconde activité prendra une importance plus grande au cours de cette période.

Aujourd'hui l'existence de l'ennemi commun, le pouvoir bourgeois centralisé dans l'Etat, le capitaliste toujours présent dans l'usine, émettent naturellement la solidarité prolétarienne qui se dresse contre la formidable solidarité organisée du patronat.

Demain, lorsque les ouvriers d'une usine, d'une localité, d'une catégorie professionnelle auront été libérés de la menace de l'exploiteur capitaliste par la force du pouvoir prolétarien, il se peut que les intérêts locaux prennent plus de force et de virulence avant que tous acquièrent la conscience politique communiste dans son universalité.

Telle est peut-être la raison de la mesure prise par l'Etat russe des Soviets, et que la presse bourgeoise a annoncée comme la dissolution des comités d'usine.

Le problème le plus difficile de la tactique communiste a toujours été de s'en tenir fidèlement à ces caractères de finalité et de généralité dont nous avons parlé plus haut.

Au lieu de s'attacher de toutes

leurs forces, et en dépit de toutes les difficultés, à l'implacable dialectique marxiste du processus révolutionnaire, les communistes ont souvent cédé à des déviations où leur action s'est égarée et émietlée dans de prétendues réalisations concrètes, et dans une surestimation de certaines activités ou de certaines institutions, qui semblaient constituer une passerelle de passage au communisme plus aisée que le saut effrayant dans l'abîme de la révolution, la « catastrophe marxiste d'où devait surgir le renouveau de l'humanité ».

Le réformisme, le syndicalisme révolutionnaire, le coopérativisme ne sont pas autre chose.

Les tendances actuelles de certains maximalistes (1) qui, devant les difficultés de la destruction violente du pouvoir bourgeois, cherchent un terrain pour réaliser et concrétiser leur activité, pour la rendre techniquement possible, ainsi que les

(Suite page 4)

Contre le mythe terroriste de la toute-puissance américaine

Les nouvelles qui nous parviennent ces jours-ci du Sud-Est asiatique sont encourageantes non seulement pour la lutte du Vietcong, mais aussi pour le prolétariat européen qui, parmi de nombreuses influences néfastes, subit celle du terrorisme psychologique de la « toute-puissance américaine ».

Les soldats d'une compagnie stationnée au Cambodge ont refusé de combattre; mille marins du porte-avions "Coral Sea" ont demandé, par le moyen d'une pétition, que leur navire ne soit plus utilisé dans des opérations de guerre en Indochine; des militaires américains recueillent des signatures parmi leurs compagnons d'armes pour « un arrêt immédiat de toutes les hostilités en Asie du Sud-Est ». Ces nouvelles, qui ne sont certes qu'un pâle reflet de la situation réelle, n'ont rien de surprenant. On avait déjà connaissance de nombreux cas d'insubordination, fusillades avec exécution d'officiers, journaux clandestins circulant parmi les troupes, désertions (70.000 en 1970), usage généralisé de la drogue, mise à prix de la tête d'officiers particulièrement détestés, etc...

De ces faits, il ressort avant tout que si l'armée américaine est la mieux équipée du monde et possède les plus puissants moyens de destruction, elle n'est pas, après tout, ce monstre invincible que dépeint la propagande tant bourgeoise qu'opportuniste. En 1945, le mythe de la toute-puissance américaine était précisément utilisé par les partis opportunistes des pays occupés comme un argument justifiant leur politique : « Les Américains sont là, camarades ! Nous ne pouvons rien faire ». A présent, les faits cités, même s'ils ne signi-

(Suite page 4)

L'Impérialisme français et ses colonies d'Afrique noire

I. - La grande mystification de la décolonisation de l'Afrique noire

Selon les fictions de l'idéologie bourgeoise, la décolonisation de l'Afrique noire aurait entraîné la formation d'Etats nationaux indépendants. Ces Etats n'ont-ils pas en effet tous les attributs des vieilles démocraties, le suffrage universel et consacrant l'égalité de tous les citoyens ? Calquées sur celle de la métropole, leurs constitutions n'assignent-elles pas comme tâche à l'Etat de défendre « l'intégrité du territoire national » ? N'est-ce pas sur l'autel de l'unité nationale que sont offerts les grands sacrifices, hier au Cameroun, aujourd'hui au Tchad ? Enfin les nouveaux Etats ne passent-ils pas des accords avec leurs anciens maîtres « sur un pied d'égalité », sous la protection de l'O. N. U., qui prodigue une égale sollicitude à toutes ses filles, à la Côte d'Ivoire comme à la France ? Cela suffit à l'idéologie bourgeoise, qui a toujours confondu la réalité sociale et historique et les fictions du droit.

Quand les brouillards de la contre-révolution se sont dissipés, la « décolonisation » de l'Afrique noire apparaît comme une des plus grandes mystifications du deuxième après-guerre. En attendant, si les illusions naïves sur l'indépendance sont aujourd'hui à peu près tombées parmi les courageuses masses africaines qui, dans les années 50-60, ont fait leur premier pas sur la scène politique mondiale, il faut bien avouer que le mythe de la décolonisation reste presque intact dans la conscience des masses ouvrières de la métropole et que même l'ignoble guerre du Tchad n'a encore pu lui porter aucun coup sérieux.

C'est un fait que l'exploitation accrue de l'Afrique noire en temps de guerre, avec son cortège d'exactions fiscales, de réquisitions de produits tropicaux et d'hommes pour le travail obligatoire et pour le service militaire entraîna, la guerre finie, des réactions massives auxquelles la décadence des vieux impérialismes français et anglais ouvrit une large brèche. Poussés par l'O.N.U., cette nouvelle « caverne de brigands » dominée par les impérialismes vainqueurs, l'américain et le russe, ces vieilles puissances moribondes durent se résigner à

« acheminer leurs colonies vers l'indépendance ».

Ce n'en est pas moins un mensonge grossier de prétendre que ces dernières sont devenues de véritables Etats bourgeois nationaux. En réalité, la fameuse indépendance de l'Afrique noire n'est qu'un des nombreux mythes démocratiques destinés à endormir le prolétariat en accréditant la légende selon laquelle la seconde guerre impérialiste mondiale avait été une... croisade pour la liberté.

La France eut quinze ans pour préparer le personnel domestique du nouvel ordre des choses. Ce personnel naquit tout naturellement du développement embryonnaire du mercantilisme dans la société africaine et du renforcement de l'administration coloniale : on lui fit faire ses armes politiques et passer ses brevets de bonne conduite avec l'Union Française, puis avec la loi-cadre Defferre, enfin avec la Communauté du Général-Président. La fameuse décolonisation consista à mettre à la tête de l'administration coloniale de chaque territoire le personnel ainsi éduqué, ce qui n'alla pas sans quelques accrocs notables. Le personnel français ne disparut pas, mais changea de nom : les administrateurs coloniaux devinrent conseillers techniques. Hor-

mis les postes honorifiques, les postes-clés de l'administration, de l'armée, de la police et de la justice, sont tenus par ces « conseillers et assistants techniques » en attendant que l'éducation de remplaçants dévoués, les « homologues », ne soit terminée dans le cadre de « l'africanisation ».

On peut lire, par exemple, dans "l'Etudiant du Kamerun" de janvier 1970, le passage suivant : « Le chef incontesté et incontestable de l'armée kamerunaise est un colonel français, de même que ses seconds immédiats. Les commandants des principales garnisons sont des Français, sauf pour les garnisons du Kamerun "ex-britannique" ou ce sont... des Anglais. Les forces armées sont intégralement aux mains des franco-britanniques et plus particulièrement des Français. Ce sont eux qui déterminent les effectifs, la stratégie, l'armement, etc... »

Les anciens ordres des Gouverneurs des colonies ont été remplacés par des accords de coopération économique, financière et militaire dont les « Missions françaises » contrôlent le respect. La Banque Centrale des Etats nouvellement créés n'est autre que la Banque de France.

Dans ces conditions, on ne peut s'étonner de la remarque du journal "Entreprise" du 30 janvier 1971 : « La plupart des pays d'Afrique noire francophone, à l'exception de la Guinée, du Mali et du Congo-Brazzaville, ont souvent suivi les positions françaises aux Nations Unies et dans les grandes rencontres internationales. Bien qu'indépendants, ces Etats n'en continuent pas moins de vivre "à l'heure de Paris" et à s'en remettre aux suggestions du général de Gaulle et de certains de ses services. »

Ces quelques faits suffisent à montrer que la décolonisation de l'Afrique noire n'a pas encore commencé. L'explication de cette

(Suite page 4)

REUNION DE LECTEURS A PARIS

Le vendredi 14 janvier, à 20 h. 45, au siège du "Prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), métro Gobelins :

L'IMPERIALISME FRANÇAIS
ET SES COLONIES D'AFRIQUE NOIRE

NOTRE LIGNE

(SUITE DU PRECEDENT NUMERO)

L'opportunisme trotskyste

Tel n'est pas l'avis du trotskysme. Courant politique corrompu par la contre-révolution, et qui traîne dans la boue le nom de l'auteur de "Terrorisme et Communisme" (et non Démocratie ouvrière et communisme !), le trotskysme, qui se réclame en théorie du marxisme, n'apparaît jamais que comme la gauche de la gauche, l'aile extrémiste du stalinisme. Nous formulons à son égard un jugement net et sans équivoque : refusant d'attaquer de front les partis de la gauche impérialiste, et tout particulièrement le P. C. F. refusant de le considérer « non comme le point faible de notre mouvement, mais comme le point fort du mouvement adverse », refusant, en paroles par tactique, dans la réalité sociale par impuissance congénitale, d'appeler la contre-révolution par son nom, et marchant à côté d'elle dans la « lutte contre le gouvernement », le trotskysme tout entier joue le triste rôle de flanc-garde de la contre-révolution.

Outre son goût de la publicité, le trotskysme a une autre éminente caractéristique qui évoque le théâtre, pour ne pas dire le cirque politique. Il a lui aussi un « côté cour » et un « côté jardin », une « vie publique » et une « vie privée ».

En privé, côté cour, les trotskystes vous confieront qu'ils savent à quoi s'en tenir sur le caractère contre-révolutionnaire du P.C.F. En public, côté jardin, ils réclameront leur place dans le « mouvement ouvrier » à côté du P. C. F., dans la « libre expression des tendances ». En privé, ils vous diront qu'ils sont internationalistes sauf, finesse obligée, en Russie où il s'agit de « défendre les conquêtes d'Octobre ». En public, ils ne seront pas pris d'envie de vomir à la vue de Rocard, partisan d'une « autre politique militaire » et de la défense nationale, mais lui donneront le bras pour défilé. En privé, côté cour, ils seront très sévères pour l'électoratisme, mais côté jardin, en public, ils présenteront des candidats aux élections et, sommet de la « finesse » politique, se désisteront pour le P.C.F. En privé, ils se déclareront partisans de la dictature du prolétariat, mais en public ils populariseront la revendication d'un « gouvernement ouvrier ». En privé, côté cour, ils assureront (s'ils s'en souviennent encore), que des communistes n'avancent jamais des revendications qui ne soient pas liées au but final. Mais en public, côté jardin, ils lutteront pour l'amélioration des transports en commun. En privé, ils concéderont peut-être que seul le prolétariat est révolutionnaire jusqu'au bout. En public, ils tomberont dans le soutien à la petite boutique, le programme spécial de l'anti-monopolisme.

Voilà pourquoi nous qualifions, nous avons qualifié et nous qualifions le trotskysme, tout le trotskysme, de flanc-garde de la contre-révolution. Tout au plus pourrions-nous concéder que, avançant des revendications identiques substantiellement à celles de la gauche radicalisée, il fait des réserves mentales. "Lutte Ouvrière" s'est indignée d'être ainsi traitée. Avec son honnêteté malhonnête habituelle, elle a cité nos critiques, mais s'est bien gardé de les réfuter.

On se souvient que, restituant l'originale doctrine marxiste contre tous les falsificateurs réformistes de la II^e Internationale, Lénine mit au premier plan la nécessité de la destruction de l'appareil d'Etat. Qui n'accepte pas la destruction, la destruction brutale et soudaine, de l'appareil d'Etat, n'est évidemment pas

révolutionnaire. Mais il serait faux d'en conclure que tous ceux qui se prononcent pour la destruction de l'appareil d'Etat sont des communistes. Outre celui des trotskystes, l'exemple des anarchistes suffit à le prouver. Et nous devons faire preuve de la plus grande énergie dans la critique de ces courants, précisément parce qu'ils se réclament du socialisme et de la révolution, alors qu'ils seront, au moment décisif, des obstacles à la révolution.

Dès 1922, notre courant montra qu'il avait compris que l'adoption des principes du communisme, si elle est indispensable et essentielle, n'est absolument pas suffisante. Rien n'est plus facile que de laisser reposer les principes dans l'arche d'alliance, et de pêcher toute la semaine. Une adoption des principes marxistes qui ne s'accompagne pas d'une tactique liée à des principes n'a pas de valeur ; au contraire, l'opportunisme qui se réclame des principes marxistes est le plus dangereux.

Les trotskystes se réclament du marxisme en général, et des quatre premiers Congrès de l'I. C. Ils ont repris toutes les faiblesses catastrophiques de l'Internationale et les ont érigées en système dans le Programme de transition : marxistes (entendons-nous : se disent marxistes) en théorie, ils sont, dans la pratique, les paillassons du stalinisme.

La réaction de deux des principaux groupes à l'annonce d'une réédition possible de l'unité de la gauche a été extrêmement instructive. Charles Berg, représentant de l'A.J.S., a déclaré qu'il fallait lutter pour que « lorsque le pouvoir aura été pris par un Allende à la française, les avantages n'en soient pas confisqués aux travailleurs comme en 1936 et en 1945 ». Conclusion : les travailleurs ont pour objectif d'obtenir des avantages ; ils ont des avantages à attendre de l'union de la gauche. Il s'ensuit clairement qu'ils doivent lutter pour « contraindre » (douce violence !) la gauche à... nous allions écrire « prendre le pouvoir », mais ce serait vraiment une concession tout à fait injustifiée. Il est plus juste de dire : à former un gouvernement !

Krivine, quant à lui, déclare : « Nous ne sommes pas contre l'unité d'action ; nous devons partir du désir extrêmement sain d'unité qui existe dans la classe ouvrière, et lui donner un contenu révolutionnaire ». Avant de commenter cette déclaration de Krivine, nous voulons rassurer les frères ennemis de la trinité trotskyste : nous connaissons leurs divergences, leurs particularités, et leur effroi à l'idée de se voir ranger sous la même définition. Pourtant, si nous rencontrons trois bossus sur la route, le fait que l'un soit sourd, l'autre aveugle, l'autre enfin muet, ou qu'ils soient affligés des difformités les plus diverses ne nous interdit absolument pas de déclarer : voici trois bossus.

Aujourd'hui s'il vous plaît, nous nous occuperons de ce qui vous est commun, messieurs les trotskystes : le front unique. Que l'on ne nous dise pas que la tactique du front unique porte aussi les noms de Lénine et de Trotsky. Entre le trotskysme contemporain, qui ne peut vivre que comme parasite du stalinisme dans l'ombre de l'impérialisme russe et du P.C.F., et la tactique opportuniste adoptée par le III^e Congrès, il y a un abîme. La contorsion malheureuse que firent les bolchéviks pour échapper aux progrès de la contre-révolution n'a rien à voir

avec la malformation congénitale du trotskysme actuel.

Les bolchéviks étaient authentiquement communistes et furent accidentellement frontistes. Encore s'agissait-il d'un frontisme bien limité. Les trotskystes sont frontistes de façon illimitée. Ils sont authentiquement frontistes et accidentellement communistes (en fait, ils n'ont que les apparences du communisme). Dans le premier cas, un parti communiste ayant brisé les réformistes, glisse à nouveau sur la pente de l'opportunisme. Dans le second cas, des groupes de démocrates de gauche ou d'ouvriéristes prouvent qu'ils sont incapables de rompre avec le réformisme contre-révolutionnaire.

Aujourd'hui, les trotskystes les plus nombreux sont les plus frontistes. Seuls les membres de l'A.J.S. ont, si l'on ose dire, le front d'être frontistes jusqu'au bout. Ils considèrent le Parti Socialiste lui-même comme un « Parti ouvrier » ! Ou plutôt, mieux : ils prévoient que le Parti socialiste sera un parti ouvrier. Charles Berg déclare : « Le Parti Socialiste est aujourd'hui squelettique, il n'a pas 80.000 adhérents, mais demain, il pourrait bien en avoir 400.000 ou 500.000 ». Ce faisant, les habiles stratèges de l'A. J. S. portent une condamnation capitale contre leur propre politique, qui prouve à l'envi qu'ils sont frontistes parce qu'ils ont besoin d'être frontistes pour exister. Ils avouent qu'ils sont partisans du front unique avec un parti... squelettique !!! Ces messieurs oublient que le Front unique dont ils se réclament avait été créé dans l'espoir d'anéantir le prolétariat à l'influence social-démocrate, et non pas pour créer ou aider à créer l'influence social-démocrate sur le prolétariat.

La Ligue Communiste et Lutte Ouvrière ont sans doute un haut le cœur à l'idée de faire le Front unique avec le Parti Socialiste. Aussi ces groupes décident-ils de limiter la catégorie des « partis ouvriers » au P.C.F., au P.S.U. et... à eux-mêmes. En fin de compte, ils n'apparaîtront pas comme les larbins de Marchais et de Mitterand, mais comme les valets de Marchais et de Rocard. Au lieu de paraître regretter (tactiquement bien entendu) que l'union des grandes organisations ouvrières ne

L'opportunisme du III^e Congrès

C'est à partir de son III^e Congrès que l'I. C. donna des signes d'opportunisme. Entre son opportunisme tactique, momentané, qui devait lui permettre de remédier à une situation momentanément défavorable, et qui ne fit que précipiter sa chute, et l'opportunisme des trotskystes d'aujourd'hui, il y a la distance qui sépare un pêcheur occasionnel d'un vieux débauché. Cependant, il ne peut être qu'utile de rappeler ici notre critique de ces positions.

Le jeune militant qui feuillette pour la première fois les livres de Lénine est interloqué : on lui avait dit que l'ennemi des communistes, c'était le capitalisme, et il se trouve devant des textes qui, dans 90 % des cas, sont des polémiques féroces contre des « socialistes », des « marxistes ». S'il est un ocuméniste, un « porteur de burette d'huile non fractionnée » comme le Trotsky d'avant la révolution, il sera découragé par le spectacle de « tous ces gens qui s'entredéchirent » et qui, comme dit le bon sens, « feraient mieux de commencer à se mettre d'accord entre eux ». Mais s'il résiste aux plates évidences de la contre-révolution, s'il cherche la science non dans la sociologie bourgeoise, mais dans le filon de la tradition communiste, il comprendra que ce qu'il a lu tout d'abord avec des yeux étonnés, et sans comprendre, c'était réellement la lutte contre le capital. Car la condition première de la lutte contre le capital, c'est la lutte contre les agents du capital dans le mouvement ouvrier.

C'est ainsi que Lénine définissait les réformistes. Et ceux-ci étaient pourtant l'énorme majorité de la II^e Internationale. Lénine et Zinoviev les isolés de Zimmerwald, n'hésitèrent pas à lancer leurs foudres révolutionnaires sur l'immense social-démocratie qui traînait les ouvriers au massacre. Et Lénine l'isolé continua à traiter les multitudes de politiciens social-démocrates d'« agents de la bourgeoisie dans

se réalise pas, comme Charles Berg, la Ligue et Lutte Ouvrière paraissent plutôt regretter que ce bon P.C.F. s'allie avec Mitterand !

Cela n'est pas étonnant, car Krivine est tout aussi brillant tacticien que Berg : « Nous devons partir du désir d'unité qui existe dans la classe ouvrière, pour lui donner un contenu révolutionnaire ». Ainsi, estime le bienveillant docteur Krivine, le désir d'unité est sain. Que cette unité que désirent aujourd'hui les ouvriers soient l'unité derrière les partis de la gauche impérialiste, cela ne lui semble pas important. L'unité c'est bien. La division c'est mal. D'abord l'unité et ensuite la Révolution. Krivine entend donc favoriser d'abord l'unité pour lui donner ensuite un « contenu révolutionnaire ». Ce « contenu », Monsieur Krivine, est superbe ! La classe ouvrière donnera la forme (l'unité !) et la Ligue apportera le « contenu » (la révolution).

Nous avons toujours cru que le « contenu » révolutionnaire, c'est précisément ce que ne peut pas apporter le Parti. Dans la belle comparaison de Trotsky que vous outragez en vous réclamant de lui, le contenu, c'est la vapeur, qui n'est utile que si elle est canalisée par un piston. Et jusqu'à preuve du contraire le piston (le Parti) est incapable de créer la vapeur (l'énergie révolutionnaire des masses). Tout ce que peut faire le Parti, c'est diriger dans le sens de la révolution communiste l'énergie révolutionnaire des masses. Et précisément, Monsieur Krivine, l'encadrement, l'orientation, la direction ne peuvent que briser l'unité des partis politiques, ne peuvent qu'être accélérés et facilités par la lutte directe contre le P. C. F., ne peuvent qu'être retardés par contre par l'unité (même « tactique ») avec le P. C. F.

Mais cela Krivine ne le comprend pas. Le Front unique apportera la direction sans doute... antigouvernementale, contre la « politique du pouvoir » comme disent les stalinistes ? La Ligue, elle, apporte le « contenu ». On se demande si Krivine, chargé d'insuffler l'énergie révolutionnaire aux masses (rien que ça !) n'est pas tout bonnement en train de... souffler sur les bottes du P.C.F. pour les faire briller !

le mouvement ouvrier ». Ceux qui ont appris leur « marxisme » sur les boulliers de la démocratie, c'est-à-dire l'immense, l'innombrable majorité des « marxistes » d'aujourd'hui, ne comprennent pas. Les autres, ceux qui n'ont jamais confondu le jeu stupide du cinquante-et-un % et les lois qui dictent son mouvement à l'histoire, ne sont pas étonnés. Ils continuent à dire aux bonzes de la gauche, aux aristocrates du prolétariat : « Vous êtes nombreux, installés au cœur des usines, retranchés dans vos Bourses du travail, dans les beaux bâtiments de votre parti. Et nous, communistes, ne sommes qu'une poignée dérisoire. Et c'est pourtant vous qui êtes "étrangers au mouvement ouvrier". On ne pèse pas sur la même balance des effectifs de parti et le Programme historique du communisme.

Mais si l'on veut retomber du terrain des principes inébranlables à celui de la statistique démocratique, on ne peut pas ne pas constater que les partis de gauche sont formidablement minoritaires dans la classe ouvrière. Le Parti Socialiste n'est pas présent dans les usines. Et le P.C.F. qui a vu ses effectifs fondre régulièrement depuis la libération s'il est présent dans les grandes usines, n'est qu'un petit appareil sur la masse du prolétariat. Bien sûr, aujourd'hui, alors que les ouvriers ne dépassent pas le niveau de conscience trade-unioniste, il peut sembler une force terrible. Mais demain alors que la crise du capitalisme mettra en mouvement la masse profonde des troupes du communisme, le cœur même de la classe ouvrière, les catégories les plus exploitées, les plus silencieuses et les moins défendues, alors le P. C. F. n'apparaîtra plus que pour ce qu'il est : une petite minorité de l'aristocratie ouvrière, vivant sur l'apathie du prolétariat, et totalement soumise au grand capital par l'intermédiaire de la petite bourgeoisie, il sera facile de voir que les masses seront infiniment plus à gauche que cette

gauche de la gauche qui est le trotskysme.

Aussi, nous sommes sûrs que l'énergie révolutionnaire, le « contenu » révolutionnaire ne sera pas défaut. Nous devons simplement indiquer la direction, encadrer, et conduire l'assaut. Nous ne faisons donc pas : le P. C. F. est un parti ouvrier parce qu'il a des ouvriers dans ses rangs. Cette banale constatation ne nous apprend rien de plus que ce que nous savions déjà : les ouvriers environ, d'après les statistiques officielles, votent pour les gens de l'U.D.R.

Nous formulons une caractérisation politique. Nous disons : le P.C.F. est un parti de la contre-révolution. Il est l'agent de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. Cette définition est claire. Elle signifie : le P.C.F. déverse à foison dans le prolétariat le triple poison de la Démocratie, du Progrès économique et de la Nation. Nous, Communistes, nous luttons contre la Démocratie, le Progrès économique, et la Nation, pour la dictature du prolétariat, la réduction draconienne du temps de travail, la destruction des nations. Toute initiative politique du P.S. ou du P.C.F. va directement à l'encontre des intérêts du communisme, qu'il s'agisse d'une position offensive de ces partis (lutte pour la « démocratie avancée ») ou défensive (lutte pour la « défense des libertés »). Dans un Parti tel que le P. C. F., qui compte des ouvriers dans ses rangs (et qui a écœuré des générations de militants ouvriers combattifs), il est peu vraisemblable que puisse se manifester un reste de naïve volonté révolutionnaire. Mais même s'il restait, chez les ouvriers membres de ce Parti, quelque chose d'une véritable conscience de classe, faire le front unique avec les politiciens du P.C.F. ce serait faire front avec eux contre les ouvriers du rang. Mais les tacticiens trotskystes ont une logique toute particulière : l'opportunisme stalinien est le parti qui trompe le plus d'ouvriers. La conclusion qu'ils en tirent c'est... non pas qu'il faut le combattre avec plus d'énergie que les autres partis, mais... qu'il faut réclamer l'unité avec lui !!!

Comme le P.C.F. réclame une démocratie avancée, les petits singes trotskystes réclament un « gouvernement ouvrier véritable ». Ce « véritable » est tout un poème et en dit long sur la manière dont les trotskystes veulent mettre le P.C.F. « au pied du mur ». Encore une fois, ils estiment sans doute qu'il est révolutionnaire de « contraindre » un parti de la contre-révolution à mettre en accord sa pratique avec ses principes ! La revendication de gouvernement ouvrier a dans la II^e Internationale une histoire qui est celle d'une faillite. Primitivement, elle se présentait comme un « prolongement » du parlementarisme révolutionnaire. Il s'agissait, en accord avec la vague de fond prolétarienne, de rechercher une formule qui puisse le mieux démasquer les ministres sociaux-démocrates.

En fait, les expériences furent concluantes : non seulement cette tactique n'accéléra pas la révolution puisque quelques gendarmes suffisent à coffrer en Allemagne un « gouvernement ouvrier » sans que les masses bougent, mais encore cette tactique, effaçant l'opposition radicale entre social-démocratie et communisme, rendit la tâche plus facile à la contre-révolution. Mais les trotskystes, opérant une impressionnante sélection à rebours, n'ont gardé de la III^e Internationale que ses pires erreurs.

Tous les marxistes savent que la seule définition correcte du passage du capitalisme au communisme, c'est la dictature du prolétariat. Les trotskystes eux-mêmes prétendent savoir que la révolution doit détruire de fond en comble l'appareil d'Etat. Ils savent aussi que, justement, le P.C. F. ne veut pas détruire l'appareil d'Etat. Il veut simplement faire valoir ses barbares vertus productivistes et patriotiques en sautant sur la tourelle du char d'assaut impérialiste. Et que crient les trotskystes pour éclairer les prolétaires ? Gouvernement ouvrier !

Les trotskystes savent que les ouvriers, après quarante ans de contre-révolution, ignorent ce qu'est la dictature du prolétariat, et ne se posent les problèmes politiques que sous la forme d'un éventuel changement de gouvernement. Et que font

(Suite page 4)

Vient de paraître :

PARTI ET CLASSE

Cette brochure de 60 pages rassemble quelques textes classiques de notre courant et de l'Internationale Communiste sur ce sujet, encadrés par une présentation qui souligne la continuité des positions marxistes depuis leur première formulation dans le "Manifeste du Parti Communiste" :

- Parti et classe (1921) ;
- Parti et action de classe (1921) ;
- Dictature prolétarienne et parti de classe (1951) ;
- Thèses de l'Internationale sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne (1920).

La brochure : 4 F

Commandes au "prolétaire"

La "question allemande"

La seconde partie de la réunion générale de septembre à Marseille fut consacrée à une étude des événements tourmentés de la révolution en Allemagne dans le premier après-guerre.

La question est du plus haut intérêt **théorique et pratique** pour le Parti. Ce n'est pas une question académique et historiographique, puisqu'il est nécessaire de tirer des lumières et des ombres de cette période un enseignement pour l'avenir et une confirmation des principes programmatiques sans la direction desquels la classe ouvrière non seulement ne peut pas faire aboutir son combat séculaire par une victoire, mais est condamnée après chaque défaite à reprendre douloureusement par le commencement.

La vérité est que, si on doit tirer une leçon du mouvement gigantesque qui secoua les fondements de l'ordre capitaliste dans l'aire vitale de l'Europe Centrale, cette leçon est que l'absence ou, ce qui revient au même, l'insuffisance du Parti dans l'accomplissement de ses propres tâches entraîne la défaite irrémédiable des forces les plus généreuses, dont personne plus que le prolétariat allemand, dans l'Europe Centrale de 1918-1920 et jusqu'en 1923, n'a fait preuve dans l'attaque aux forteresses de la domination bourgeoise.

Une telle leçon découle des deux aspects inséparables de la révolution allemande : le premier est le processus trop lent et trop tardif qui a conduit la Ligue de Spartacus à rompre les ponts organisationnels avec la social-démocratie majoritaire d'abord, avec son aile "indépendante" ensuite, ce qui l'amena à se trouver, dans les journées tumultueuses de décembre 1918 et de janvier-mars 1919, prise entre les deux mâchoires de la tenaille opportuniste — la « droite » et le « centre » social-démocrates — sacrifiant dans ces événements tragiques la vie de ses meilleurs militants et laissant au prolétariat un parti manchot, fragile, traqué, enclin à chercher une voie de salut dans des solutions de compromis préfigurant les plus graves déviations de l'Internationale des années suivantes (offres de conciliation aux indépendants, « d'opposition loyale » aux gouvernements soi-disant ouvriers, puis de fronts uniques, enfin de participation minoritaire à des ministères) ; le second aspect réside dans la naissance, en partie par réaction à ce cours de choses aberrant (qui n'est certainement pas imputable à Rosa Luxembourg ou à Liebknecht), et le développement d'un authentique « infantilisme

de gauche » condamné dès ce temps-là — même s'il s'expliquait historiquement — par notre courant : il s'appuyait en effet sur la négation de la fonction fondamentale du Parti en tant qu'**organe** de la classe et sur l'abaissement de cette fonction à une activité d'organisations immédiates, paralysées par le fédéralisme et le spontanéisme qui, si elles exprimaient à l'origine l'élan des masses prolétariennes pour briser les chaînes des organisations syndicales et politiques complètement vendues à l'ennemi, reflétaient toutefois en leur sein la tragique immaturité programmatique du mouvement ouvrier, et par conséquent son incapacité à une action centralisée et orientée vers un objectif unique.

D'une part, en somme, le jeune Parti Communiste à peine sorti de l'holocauste et physiquement privé de milliers de militants et de son état-major, tombait dans le marais du manœuvrisme **tactique** ; d'autre part, prenait pied un courant à contenu syndicaliste, ouvrieriste et immédiatiste, qui n'avait rien à voir avec les bases **théoriques et programmatiques** du marxisme : le K.A.P.D., ou "Parti Communiste Ouvrier", dont malheureusement les contrecoups sur tout le mouvement international se feront à la longue sentir de manière tragique, en déblayant le terrain à la contre-révolution stalinienne.

Sur cet entrelacement de facteurs historiques ayant pour toile de fond la danse macabre de la social-démocratie de droite et du centre, passée de la collaboration de guerre avec le régime à la gestion de l'après-guerre, vêtue de la défroque de commis aux intérêts bourgeois et de bureaux du prolétariat, nous portons un jugement critique qui ne peut pas et ne doit pas signifier de notre part une sous-évaluation, ou, pis encore, une dépréciation du puissant et instinctif cobrement prolétarien ni de la tumultueuse recherche d'une voie pour sortir de l'impasse où l'avaient jeté l'absence du Parti comme force réelle

Parti et classe ;
Parti prolétarien et dictature de classe

Une réunion interrégionale du Parti s'est tenue à Strasbourg les 31 octobre et 1er novembre, sur les thèmes « Parti et Classe » et « Parti prolétarien et dictature de classe ». Elle fut consacrée essentiellement à la défense de la conception marxiste du Parti, contre les attaques, toujours renaissantes, de l'immédiatisme de gauche.

Le premier rapporteur a souligné ce fait primordial, désormais entré dans la conscience collective du mouvement, que nos textes de Parti ne disent rien de nouveau par rapport aux classiques de notre doctrine, mais s'efforcent de mettre en lumière et de préciser toujours davantage celles de nos thèses que l'opportunisme s'efforce d'obscurcir ou d'émousser. Ainsi, la définition du Parti comme **organe** de la classe, et non comme simple « regroupement », « partie » des ouvriers industriels, eut le mérite sans rien ajouter aux textes fondamentaux du marxisme, d'en maintenir affilé le tranchant révolutionnaire et de permettre au courant dont nous sommes issus, la Gauche communiste d'Italie, de poser et de résoudre la question du Parti, non en termes démocratiques de **majorité** et d'**opinions**, mais dans ceux, communistes, de **fonction** révolutionnaire et de **rapports de force** entre les classes.

Ce qui définissait le Parti

et la férocité des organisations politiques et économiques traditionnelles alliées aux pires instruments de la conservation sociale pour réprimer les mouvements de classe.

D'autre part, notre hommage à la tentative héroïque d'assaut au ciel ne pourra et ne devra jamais nous dispenser — comme il ne pouvait dispenser Marx de faire le bilan de la Commune de Paris — de caractériser les faiblesses qui ont été fatales, non par scrupule de « vérité historique » mais pour en avertir les générations prolétariennes à venir.

On peut dire qu'il n'y a rien dans la révolution allemande qui nous permette de renier ou même de modifier ici où là la construction intangible du marxisme révolutionnaire, qu'à la même époque les bolcheviks et la III^e Internationale rétablissaient dans son intégralité contre les Partis de la II^e Internationale défunte. « La révolution n'est pas une question de formes d'organisation » : vaines furent les mille tentatives de la classe ouvrière allemande, pour faire lâcher prise à l'opportunisme en créant des organisations « à l'abri de la dictature des chefs » qui exprimaient, justement pour cela, les conditions **immédiates** de la classe et le rapport de forces **contingent** : toutes, au début comme à la fin, furent la proie de l'unique force politique organisée et agissante, la social-démocratie traître et entremetteuse, ou bien se rendirent stériles par la recherche d'objectifs illusoire qu'elles substituaient à l'objectif réel de la conquête du pouvoir et de la dictature prolétarienne, l'une et l'autre n'étant possibles que sous la direction du Parti de classe.

C'est sur ce terrain que se pose et que sera posée la soi-disant « question allemande », dans la tradition d'une analyse qui n'a jamais connu d'oscillations ni d'incertitudes, lors des prochaines réunions générales, et dans le cadre du travail fécond de reposition des principes et du programme qui condense la vie même du mouvement communiste révolutionnaire.

n'était pas sa popularité momentanée dans les masses ouvrières, ou sa capacité de refléter à un moment ou à un autre les aspirations prolétariennes, mais son aptitude à faire voler en éclats l'appareil d'Etat bourgeois, à s'emparer révolutionnairement du pouvoir et à détruire le capitalisme. Par conséquent, il ne pouvait être que le parti qui, fondé sur le programme communiste, serait à même de faire éclater les contradictions de la société capitaliste. Et la classe ne pouvait exister en tant que classe qu'en se rassemblant, dans les époques de crise, derrière son parti, organe de centralisation programmatique et organisationnelle, pour accomplir ses tâches historiques.

De cette façon fut mis en lumière l'abîme qui sépare le marxisme de l'immédiatisme de droite ou de gauche, de l'opportunisme comme du gauchisme, du légalisme constitutionnaliste comme du spontanéisme anarchisant. Le fer de la critique fut plus spécialement tourné contre le spontanéisme « de gauche » qui vit le jour lors des premiers balbutiements de la révolution prolétarienne en Allemagne et dont le représentant le plus à la mode est aujourd'hui le K.A.P.D.

Soit lorsqu'il critiquait la tactique parlementaire de l'I.C., soit lorsqu'il critiquait sa tactique syndicale, le K.A.P.D. le fit au nom de conceptions **anti-marxistes**. Sa critique était toute différente de celle de la Gauche du P.S.I. Il ne s'agissait pas de la critique de positions tactiques jugées erronées à partir des principes marxistes, il s'agissait d'une critique menée à partir de positions de principe immédiatistes et

spontanéistes : en effet, le principal reproche adressé à l'Internationale fut celui de vouloir construire non un « parti de masses », mais un « parti de chefs ».

« Il n'y a pas besoin de chefs », déclarait Gorter ; « le centre de gravité de l'action doit être transporté dans les masses ».

Cette position était en même temps une soumission servile à la métaphysique bourgeoise et à la superstition démocratique : à la métaphysique bourgeoise, parce qu'opposer les « chefs » aux « masses » a à peu près autant de sens que d'opposer la tête au corps ; à la superstition démocratique, parce que l'ironie envers les chefs n'a de succès que si elle trouve la complicité de l'imbécile aveuglement amoureux des majorités.

L'opposition des masses et des chefs fut le secret du K.A.P.D., la base de ses critiques à la conception marxiste du Parti. C'était en réalité une façon subtile d'opposer le programme, représenté par les sataniques chefs, à la spontanéité révolutionnaire, éternellement représentée par les masses angéliques ; c'était un moyen de **soumettre** le programme à la spontanéité.

Les « Räte » (Conseils) et les « Unionen » (Unions ouvrières) furent idéalisés parce que permettant à la « base », en l'absence de « chefs », de s'exprimer. Les masses sans chefs, s'écriait le K.A.P.D., voilà la révolution ! C'est-à-dire, les masses SANS PARTI ! L'histoire prouva amplement que si les « räte » sont révolutionnaires ce n'est pas à cause de leur « forme d'organisation », de la « proximité des masses » ou autres substitutions démocratiques, mais à cause d'un certain rapport de force objectif entre bourgeoisie et prolétariat, à cause d'un certain degré de crise dans la société. Les « räte », malgré leur « forme d'organisation » tant vantée par Gorter, non seulement ne conduisirent pas la révolution à la victoire, mais, malgré leur « forme d'organisation » et la possibilité que devaient y trouver les masses de s'exprimer « sans chefs », finirent tout simplement comme organismes étatiques de la République de Weimar, après avoir soutenu dans leur majorité les « chefs » sociaux-démocrates, assassins des Spartakistes.

Loin d'être une « forme d'organisation supérieure », les « räte » furent les indices les plus sûrs de la force des « chefs » sociaux-démocrates, qui surent assurer la centralisation de la répression, et de la faiblesse des masses, qui ne surent pas atteindre le même niveau de centralisation. Et dans ces circonstances, ceux qui prêchaient la fusion du Parti et des organismes intermédiaires, et ce « fédéralisme » qui est la mauvaise conscience des ennemis de la centralisation, ceux qui courtoisaient les masses sans chefs étaient des obstacles à la révolution.

Notre parti, a déclaré le rapporteur, sans se laisser le moins du monde troubler par les accusations de stalinisme, a toujours combattu et combatta toujours avec **autant** d'énergie l'immédiatisme de gauche que l'immédiatisme de droite. Tous deux s'attaquent au Parti, tous deux désarment la révolution : l'immédiatisme de droite au nom de la démocratie en général, qu'il faut sauver, améliorer et transformer en socialisme, et l'immédiatisme de gauche au nom de la démocratie

Gorter, Lénine et la Gauche

Des thèmes identiques à ceux abordés plus haut ont fait l'objet de la Réunion Régionale de Paris des 27 et 28 novembre. Il y fut présenté également un exposé consacré à la critique du livre de Gorter : « Réponse à Lénine », qui visait à démontrer que les critiques faites par ce dernier au parlementarisme, à la collaboration ouverte des syndicats dans la période du premier après-guerre et à « l'opportunisme » dans la III^e Internationale ne portaient pas de principes théoriques marxistes, mais idéalistes et libertaires (notamment les fameux rap-

ports de la liberté de critique et de l'inviolabilité des opinions de chacun. Tous deux servent à la bourgeoisie, étant de chauds partisans du couteau sans lame : le prolétariat oui, le parti non !

★

Le second rapporteur a démontré qu'il existe une relation étroite entre la conception marxiste des rapports entre parti et classe, et la conception marxiste de la dictature du prolétariat. Ainsi, il a souligné qu'on ne pouvait admettre que, malgré ses affirmations, Gorter ait été un partisan de la dictature du prolétariat. En effet, pour des marxistes, c'est seulement en se donnant un parti que le prolétariat devient une classe, et c'est seulement par ce parti, monolithique, unique et centralisé, qu'il peut exercer sa dictature.

Or, au nom de ses « nouvelles formes d'organisation », le théoricien du K.A.P.D. Gorter, posa de façon « ingénue » au « camarade Lénine », cette question ingénue : « Dictature du parti », camarade Lénine, ou « Dictature des masses » ?

Commentant notre texte de Parti, « Parti prolétarien et dictature de classe », le rapporteur, illustrant d'exemples historiques, montra que le prolétariat ne pouvait exercer sa dictature que par le Parti. En 1905, Lénine, accusé par les immédiatistes de « négliger » les Soviets, restait tout simplement fidèle à la doctrine marxiste en considérant que c'était le parti qui était la véritable arme du prolétariat. En 1917, il affirma que son parti oserait, si c'était nécessaire, aller à l'assaut en dehors des Soviets. Par contre, malgré la présence des Soviets, la Hongrie de Béla Kun, en l'absence d'un parti révolutionnaire puissant, succomba aux coups de la contre-révolution.

L'orateur poursuivit en rappelant que le Parti, qui tire sa légitimité de la force que lui a conférée l'histoire, peut et doit exercer sa dictature au besoin contre les fractions réactionnaires de la classe ouvrière elle-même, et que par delà les variations d'humeur momentanées des masses les diversités géographiques, il est le représentant permanent, à l'échelle internationale, des intérêts historiques du prolétariat.

Lénine fut taxé de Blanquisme pour son « Que Faire ? » que notre Parti revendique hautement. Substitutionnisme ! Jacobinisme ! Culte du chef ! crièrent les opportunistes de l'époque ! « Mécanisme », « extériorité à la classe », « caporalisme ! » s'écrièrent les immédiatistes d'aujourd'hui. Ils appellent « extériorité à la classe » le caractère intangible du Programme, et « violence faite à l'histoire » la centralisation.

Conscients du fait que le Parti est la seule arme dont dispose le prolétariat pour vaincre dans la guerre civile et organiser de façon consciente, par la destruction des mécanismes mercantiles, la production sociale, les communistes ont toujours accueilli avec des sarcasmes toute tentative de diminuer, d'une façon ou d'une autre, le rôle du Parti.

La défense de la conception marxiste du Parti, dont la base est la théorie de la dictature du prolétariat qui ne peut être exercée que par le Parti Communiste, unique et centralisé, est plus que jamais, face aux résurgences de l'immédiatisme, une tâche essentielle du mouvement.

SOUSCRIPTION
PERMANENTE
1971

LISTE N° 12

Morini, Montreuil, 42; Wanda, 10; Anita, 10; Bordeaux, 160; L'Alouette, 100; Bailia, 100; Pour Bruno, 100; Raymond, soutien, 5; Paris, octobre, 670; R. et R., 40; Un camarade Liégeois, 25; Pluto, en mémoire d'Ottorino, 125; Amadeo, en souvenir d'Amadeo, 100; Réunion publique Paris, 172; Paris, novembre, 3.819.
Total liste n° 12... 5.478,00 F
Total précédent... 35.284,58 F

Total Année 1971 .. 40.762,58 F

Correspondance :

" le prolétaire "
B. P. 375, MARSEILLE-Colbert

Versements :

" le prolétaire "
C.C.P. 2202-22 MARSEILLE

Abonnements :

" le prolétaire "
1 an : 10 F (100 FB)
6 mois : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 F et 7,50 F
" programme communiste "
1 an : 15 F (150 FB)
" programme communiste "
et " le prolétaire "
1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

Prénoms :

Adresse :

.....

◆ " prolétaire " : 6 mois.

◆ " prolétaire " : 1 an.

◆ " programme communiste ".

◆ Combiné.

(entourer le signe)

(Suite de la page 2)

les trotskystes pour faciliter la prise de conscience des prolétaires ? Ils crient : « Gouvernement ouvrier ».

Qui plus est, les trotskystes savent que c'est précisément pour cacher, pour faire oublier la nécessité de la destruction radicale de l'appareil d'Etat que le P.C.F. parle de gouvernement ouvrier. Et quelle est la fine tactique des subtils trotskystes pour démasquer le P. C. F. ? C'est de crier : « Gouvernement ouvrier ». Comment appeler cela, crétinisme, indécorable crétinisme, ou complicité ? Comment ne pas dire encore une fois : Flanc-gardes ! Vous êtes, messieurs les trotskystes, des flanc-gardes de la contre-révolution !

Les trotskystes sont rigoureux dans l'opportunisme : ils défendent à la fois les théories des « partis ouvriers », du « gouvernement ouvrier » et du « front unique ». Et il est vrai qu'elles tiennent et tombent en même temps. Mais ce qui est fondamental pour ces groupes, c'est ce front unique, c'est-à-dire aujourd'hui l'incapacité à rompre avec la contre-révolution. Incapacité à combattre l'impérialisme russe, deuxième impérialisme de la planète. Incapacité à appeler la contre-révolution par son nom. En vérité c'est parce qu'ils pratiquent d'abord le front unique, en démocrates radicalisés, qu'ils utilisent ensuite les théories du parti ouvrier et du gouvernement ouvrier, comme de boiteuses justifications.

Dans les défilés du mois de mai, la Ligue Communiste criait : « Un seul ennemi, le capitalisme ! » Elle mendiait une place dans les cortèges de gauche ! Elle voulait « se battre » aux côtés de la gauche, « contre le capitalisme ». Comme si la gauche « se battait » contre le capitalisme ! Comme si elle ne réclamait pas partout et toujours

l'application véritable du capitalisme !

Pour nous, marxistes, ce cri frontiste péchait par... simplicité. Pour notre part, nous aurions crié « Deux ennemis : le capitalisme et l'opportunisme ». Et bien qu'il ne nous semble pas extrêmement utile de lancer de tels « mots d'ordre », s'il nous avait vraiment fallu sacrifier au goût du slogan et à la simplicité, nous aurions crié : « Un seul ennemi, l'opportunisme ! »

Le présupposé fondamental du frontisme est que la gauche impérialiste est essentiellement différente de la droite impérialiste. C'est ce que nous nions. Depuis 1940, les partis réformistes, ceux que Trotsky appelait « les réformistes sans réformes », sont contre-révolutionnaires. On a bien vu ces partis organiser des mouvements de masse, comprenant des prolétaires, on les a vus se battre contre les gouvernements, et parfois de façon violente. Mais jamais ces partis ne se sont battus au nom du communisme, pour la destruction de l'appareil d'Etat, l'abolition du salariat. Ils se sont toujours battus au nom de la démocratie. Ils se sont toujours opposés à toute tentative de démantèlement de l'appareil d'Etat. « Un seul Etat, une seule armée, une seule police », disait Maurice Thorez à la libération, contre ceux de ses partisans qui étaient des « têtes chaudes », c'est-à-dire qui croyaient que du patriotisme pouvait naître autre chose qu'un Etat républicain ! En 1936, comme en 1968, ces partis se sont opposés au mouvement de masse. Ils ne sont pas des ennemis du capitalisme. Nous n'avons pas le moindre bout de chemin en commun à faire avec eux.

Notre ligne

Si les rumeurs d'union de la gauche nous fournissent l'occasion de préciser une fois de plus notre position politique, il serait absurde de voir dans ce rappel une « riposte » à tel ou tel politicien, de gauche ou d'extrême-gauche. Quoique Miterrand nous inspire surtout du dégoût, et Marchais de la haine, et quelle que puisse être notre indignation

face à la légèreté criminelle de Krivine et consorts, il n'y a pas là de notre part la moindre improvisation tactique.

S'il faut reprendre le vocabulaire militaire qui qualifie de stratégie la conception d'ensemble d'une campagne, et de tactique l'application de cette conception d'ensemble à des situations particulières, nous

pourrions rappeler que le marxisme connaît depuis 1848 deux stratégies : celle de la révolution double et celle de la révolution communiste pure. La première est celle qui s'impose dans les pays qui n'ont pas encore accompli leur révolution bourgeoise, comme l'Allemagne de 1848. Elle implique une lutte commune avec la démocratie révolutionnaire (petits paysans et artisans). La seconde est celle qui s'impose dans les pays de vieux développement capitaliste. Elle implique que le prolétariat est seul, dans sa lutte contre l'ensemble de la vieille société, et que les classes ou les fractions de classe qui se rangent à ses côtés ne peuvent le faire qu'en abandonnant leurs intérêts matériels immédiats.

Notre stratégie est celle du coup direct. Nous visons le Capital, l'ensemble du Capital, à la tête. Le Capital peut, bien sûr et son développement même l'y contraint, changer de visage, opposer au prolétariat tantôt un poussah débonnaire, tantôt un généreux démagogue, tantôt un général chamarré. Le Capital peut agiter la menace fasciste pour imposer la défense de la démocratie. Ces changements de tactique de la bourgeoisie nous imposent aussi de changer de tactique. Il n'en reste pas moins que notre cible est toujours, à tout moment, la même, que c'est l'unique et essentielle cible, le pilier de tout l'édifice bourgeois : l'appareil d'Etat.

Et si notre tactique peut changer, c'est uniquement d'après l'impératif

suivant : comment rendre plus nette, plus claire pour l'ensemble du prolétariat la nécessité de détruire l'appareil d'Etat.

Aussi, le fait que nous combattons à la fois la bourgeoisie, la gauche impérialiste et le trotskisme ne provient absolument pas d'un vain goût de la pureté politique ou de quelque autre caprice. Nous ne combattons pas ces partis parce qu'ils ne satisfont pas à toutes nos exigences. Nous défendons la traditionnelle ligne communiste et nous faisons pour ainsi dire d'une pierre trois coups.

Il n'en reste pas moins que les confusionnistes trotskystes, parce qu'ils se parent de phrases extrémistes, sont aujourd'hui pour notre petit Parti les plus dangereux : ils sont ceux-là même qui tout en critiquant l'unité de la gauche, laissent entendre que cette unité de la gauche vaut la peine qu'on lutte pour elle, est préférable pour les ouvriers aux autres formes de domination du Capital. Et c'est cette idée qui doit être combattue avec la plus extrême énergie.

Pour conclure, nous dédierons donc au trotskisme un apologue sur l'absolue nécessité de la clarté de la ligne politique, et sur la puissance d'une juste orientation, puissance que ne donne aucune bonne tactique, mais qui permet à l'énergie révolutionnaire, quand elle existe, de ne pas se disperser en vain.

Il était une fois deux nouveaux ouvriers tailleurs de pierre. Le pre-

mier était confiant dans sa force : un peu irréflecti. Il choisit une lourde masse. Et le second choisit un petit burin. Il s'agissait de briser un énorme bloc. Au bout d'une heure, l'ouvrier irréflecti, frappant en tous sens sur la paroi avait écorché ses mains, effrité la pierre et abîmé son outil. Le second, qui l'avait regardé faire, s'approcha alors calmement de l'énorme pierre. Il réfléchit un moment, posa avec soin son burin à un endroit précis et frappa un petit coup de marteau. Alors la pierre, suivant sa veine, cassa net.

Les trotskystes qui sèment des illusions sur la gauche officielle, ne travaillent pas suivant la ligne de clivage de la société capitaliste. Des groupuscules ne font pas faire des expériences au prolétariat, ne lui font pas apprendre des leçons. Il faut dire ce qu'est la société capitaliste. Le Parti doit donc indiquer la réelle ligne de clivage de cette société, sans croire que des coups de masse en tous sens permettront de vaincre l'obstacle. Toute agitation désordonnée ne peut qu'affaiblir la puissance du coup que portera un jour le prolétariat à cette vieille société.

Aussi remplissons-nous notre devoir communiste en rappelant inlassablement que Marchais égale Noske, et que les trotskystes sont les flanc-gardes de la contre-révolution et en répétant : à bas le Capital, l'unité de la gauche et le gouvernement ouvrier ! Vive la Dictature du Prolétariat !

Gare à ceux qui auront coincé leurs doigts entre le burin et le Capital, le jour où le prolétariat portera son coup terrible !

LA GRANDE MYSTIFICATION

(Suite de la première page)

situation tient au fait que « l'indépendance » de l'Afrique noire s'est accomplie à une époque où le développement social n'a pas encore entraîné la formation de véritables classes sociales ayant des intérêts historiques. L'Etat n'est qu'un instrument du marché mondial et continue le rôle de l'administration coloniale qui consiste à fournir, sur la base de la culture obligatoire là où le mercantilisme n'a pas encore pénétré les campagnes, et de toute façon sur la base de l'impôt, les marchandises nécessaires aux métropoles.

Il suffit de rappeler que c'est « pour ne plus jamais payer d'impôts » que les rebelles du Tchad sont tombés sous les balles de l'armée française et que ce sont les exactions fiscales qui, cette année encore, ont fait se lever le vent de la révolte au Sud de Madagascar. Aussi, dans l'ensemble, il vaut mieux dire que l'Etat rassemble autour de lui des couches intéressées au développement du mercantilisme et du capitalisme plutôt qu'il ne s'appuie sur elles. L'Etat est tout simplement une succursale de l'impérialisme, même si on lui reconnaît formellement la personnalité juridique.

Ainsi, l'impérialisme français a encore, sans parler des Antilles, de la Réunion et de miettes coloniales diverses, une population de cinquante millions d'habitants, l'équivalent de la population métropolitaine, sous sa domination directe, en Afrique noire et à Madagascar. Et si une partie de la

bourgeoisie française ne s'est résolue à « l'indépendance » de l'Afrique noire qu'avec maintes réticences, et au prix de quelques sacrifices économiques, sous la poussée des impérialismes américain et russe, le bénéfice politique tiré par la bourgeoisie dans son ensemble est immense, car le mythe de la décolonisation de l'Afrique noire a pu redonner une virginité « démocratique » au capitalisme français et ainsi renforcer sa domination politique sur la classe ouvrière.

En effet, ce mythe permet à la bourgeoisie et à son Etat de se laver les mains du sang versé par les peuples d'Afrique noire. Le passé est effacé et la bourgeoisie trouve même dans les paroles d'or des chefs d'Etat africains la rémission de tous ses péchés. C'est par ces mots que Houphouët Boigny reçut le chef de l'Etat français en février 1971 : « Nous sommes un vieux couple d'amis fidèles et sans drame, et notre histoire est belle parce qu'elle s'est nourrie de compréhension et d'estime réciproques. » ("Le Monde" du 10 février 1971).

Ce mythe permet également de faire passer sans dommage les interventions militaires, avant-hier au Cameroun, hier au Gabon et aujourd'hui au Tchad, puisqu'il s'agit d'une « aide » généreusement accordée en vertu d'accords de coopération militaire, passés sur « un pied d'égalité ». C'est ainsi que Tombalbaye, chef de l'Etat tchadien, peut clouer le bec aux politiciens protestant contre l'intervention militaire, tout en

défendant le mythe de la décolonisation : « Nous dénonçons catégoriquement le droit de demander au gouvernement français de lui fournir des explications sur la situation intérieure d'un pays étranger et souverain. » (cf. "Le Monde" du 4 novembre 1969).

Ce mythe est répandu par tous les défenseurs de l'impérialisme français, non seulement le libéralisme grand-bourgeois, gouvernemental ou d'opposition, mais aussi la démocratie petite-bourgeoise et sa variante « ouvrière », l'opportunisme officiel qui le dénonce en paroles (en parlant de néo-colonialisme), mais au nom des « véritables intérêts de la France », ce qui signifie qu'il l'accepte dans les faits. Un exemple en est donné par "l'Humanité" du 13 septembre 1970 qui se demande hypocritement s'il ne s'agit pas au Tchad d'une « reconquête coloniale », propagant ainsi le mensonge bourgeois selon lequel la conquête et la domination auraient pris fin.

Le prolétariat doit savoir que les masses africaines dans l'avenir encore ne peuvent pas ne pas se soulever contre l'oppression coloniale et ne pas porter leurs coups contre l'Etat français, cet ennemi que le prolétariat de métropole a pour mission historique d'abattre. C'est pourquoi la dénonciation du mythe de la décolonisation de l'Afrique noire est indispensable pour préparer le terrain politique de la lutte de la classe ouvrière contre l'oppression coloniale perpétrée par son propre Etat. Cette lutte est une des conditions de l'émancipation du prolétariat du joug du capital (Marx disait qu'« un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre »). Elle est également une des conditions de la force de classe des prolétaires blancs et noirs sur le programme du communisme. Elle est enfin la condition sine qua non de la convergence de la lutte du prolétariat communiste et de celle des masses laborieuses des pays opprimés, convergence qui seule peut faire de la lutte des masses colonisées un levier pour la destruction du capital.

(Prochain article : II) Phrase « révolutionnaire » et sordide réalité de l'Etat colonial).

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

Contre le mythe terroriste

(Suite de la 1^{re} page)

fiert pas encore la décomposition de l'armée américaine, démontrent que pour tenir sur pied une armée, les grands moyens dont disposent les U. S. A. ne suffisent pas, non plus que la terreur. Pour maintenir ce qu'on appelle le « moral des troupes », il faut aussi des moyens que nous appellerons « mystiques ».

Sur l'armée américaine, qui comme toutes les armées se compose en majorité de prolétaires, l'argument de la « défense de la patrie », ou même de la « lutte contre une agression étrangère », ne peut être d'aucun effet pour cette guerre. Personne ne leur faisant entrevoir la solution de classe, la situation doit apparaître à peu près ainsi aux soldats américains : d'une part, la terreur de l'appareil répressif qui les force à aller au front ; d'autre part, la haine de cet appareil et la légitime préoccupation de sauver leur peau. En l'absence de l'influence d'un parti authentiquement communiste, il est inévitable que leur mécontentement emprunte des voies erronées : ou il se manifeste sous des formes d'abrutissement comme la désertion ou la drogue, ou bien, quand il revêt une forme organisée, il recourt à des moyens extrêmement naïfs comme la collecte de signatures pour l'arrêt de la « guerre illégale » comme le veut la propagande pacifiste qui, elle, n'est pas naïve du tout.

Une autre chose doit être prise en considération : l'armée américaine est certes, par les moyens dont elle dispose, la plus puissante qui ait jamais existé, mais dans la lutte des classes, les forces en présence ne se mesurent pas par le simple calcul arithmétique du potentiel militaire à la disposition des deux parties (même s'il est certain qu'il ne faut pas négliger ce facteur). Si l'armée américaine, face à une armée de paysans, équipée aussi sommairement, montre aujourd'hui des signes de désarroi, que fera-t-elle demain quand elle se trouvera sous l'influence de la propagande du Parti de classe et sous la menace de la future Armée Rouge ?

Demain, les prolétaires encadrés dans l'armée américaine auront en face d'eux l'alternative ou de passer (avec armes et bagages) du côté de leurs frères dans la lutte contre les exploités, pour le socialisme, ou de rester dans le camp des forces réactionnaires et d'être écrasés sous les coups de l'Armée Rouge.

Il ne s'agit pas, en disant cela, de sous-estimer la puissance de l'armée U.S., qui continue à remplir pleinement sa fonction de gardien international : il s'agit de saper le mythe terroriste de l'épouvantable « efficacité » de la machine de guerre américaine.

C'est vrai : il ne faut jamais sous-estimer l'adversaire. Mais s'il y a bien une chose qu'il faut mettre en évidence, c'est la faiblesse de l'ennemi. Et s'il y a quelque chose qu'il faut exalter, c'est tout ce qui est un motif de force et d'enthousiasme pour la classe ouvrière.

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : Tous les jeudis, de 19 h. à 22 h. Le samedi 18 décembre, de 15 h. à 19 h. Le dimanche 26 décembre, de 10 h. à 12 h., au siège du « Prolétaire », 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), métro Gobelins.
- A MARSEILLE : Tous les samedis, de 15 h. à 19 h. au siège du « Prolétaire », 7, Cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).
- A SAINT-ETIENNE : Tous les jeudis, de 19 h. à 22 h., au « Cercle Pédagogique », 90 bis, boulevard Valbenoite.

Les buts des communistes

(Suite de la 1^{re} page)

initiatives qui surestiment la création anticipée d'organes de l'économie future comme les comités d'usine, tombent dans les mêmes erreurs.

Le maximalisme ne connaît sa première victoire qu'avec la conquête de tout le pouvoir par le prolétariat. Avant cela il n'a rien d'autre à réaliser que l'organisation toujours plus vaste, toujours plus consciente, toujours plus homogène de la classe prolétarienne sur le terrain politique.

(1) Le terme de « maximalisme » était à l'origine la traduction italienne du terme bolchévisme. Mais en fait la majorité de ce courant, qui dirigeait alors le Parti socialiste italien, représentait une des variétés du centrisme international. Partisans des solutions intermédiaires, ces prétendus « maximalistes » vou-

laient bien adhérer à l'Internationale Communiste, mais refusaient de se séparer des réformistes. C'est contre eux que se fera la scission de Livourne, en janvier 1921, qui verra la constitution du Parti Communiste d'Italie autour de notre courant. Celui-ci montra d'ailleurs que l'immédiatisme, c'est-à-dire le reniement de l'« universalité » et du « but final » est le terrain commun de toutes les variétés d'opportunisme. Tous les partisans des réalisations « concrètes » et graduées, depuis les réformistes avoués jusqu'aux gauchistes de l'époque, regroupés autour de l'« Ordine Nuovo » et des mots d'ordre de « contrôle ouvrier » et de « conseils d'usine », sont en réalité des ennemis du communisme et l'histoire s'est chargée de le démontrer. Alors comme aujourd'hui, la pierre de touche du communisme véritable est la question de l'attaque frontale contre l'Etat de la bourgeoisie et de la destruction violente de ce pouvoir.